INTERVIEW DE BENOIT HAMON AU QUOTIDIEN LIBERATION. *Jeudi 2 Juillet 2009.*

Ces jours-ci, nombre de socialistes lancent ou relancent leur club ou leur courant. Pourquoi un tel degré de fragmentation?

« Chacun des initiateurs de ces clubs présente son initiative comme la pierre angulaire de la reconstruction du PS. Mais on peut se demander s'il ne s'agit pas d'une étape supplémentaire de la décomposition... En résumé, pour rassembler, chaque socialiste fonde une écurie supplémentaire! Tout cela étant motivé par l'objectif d'une candidature de plus. Tant que chaque socialiste considèrera que si rassemblement il doit y avoir, celui-ci devra s'opérer autour de lui, nous aurons un problème. »

Avec le recul, comme analysez-vous la gifle reçue par le PS aux européennes?

« C'est un échec auquel on ne doit pas donner plus de portée qu'il n'en a, d'autant que 60% des électeurs ne sont pas venus voter. Mais il ne faut pas non plus l'esquiver. J'observe que la gauche n'a pas perdu de voix par rapport à 2004 mais à gauche, nous étions ceux qui donnaient le moins envie. »

La campagne du PS n'était donc pas suffisamment à gauche?

« Nous n'avons pas donné envie aux classes populaires de se déplacer pour voter. Ni à ceux qui avaient décidé de voter à gauche de le faire pour des candidats socialistes. Le PS appelait à battre Barroso, alors qu'il fait partie d'un groupe socialiste européen qui pourrait appeler, en octobre, à reconduire le même Barroso! C'est cette indifférenciation avec la droite que nous payons. »

La réaction de Martine Aubry après la défaite a-t-elle été à la hauteur?

« C'est à la fin 2009, au vu de l'état de notre projet et du rassemblement de la gauche, que nous pourrons voir si nous avons réussi à extraire le PS des sables mouvants dans lequel il se plonge depuis quelque temps. Martine Aubry a choisi de privilégier deux axes: celui du projet, et celui du rassemblement de la gauche dans une « maison commune ». Je suggère ne pas attendre l'après-régionales, comme nous avons attendu l'après-européennes, pour parler rassemblement avec nos partenaires de gauche. Ce serait la quasi certitude qu'il n'y aura pas de rassemblement en 2012, et donc pas de victoire. »

Comment aborder ces régionales?

« Les socialistes, les Verts, les communistes et le Parti de gauche cogèrent 20 régions sur 22. Là où les élections européennes justifiaient des approches politiques distinctes, je ne vois pas de clivage évident pour les régionales. Il me semble assez logique que la question de listes communes soit posée, et qu'on aborde tous les sujets, de fond comme de gouvernance. D'autant que l'électorat de gauche réclame partout l'unité »

Vous voulez dire que des Verts ou des communistes pourraient présider des régions?

« Le meilleur moyen de gagner les régionales et de favoriser le rassemblement de la gauche pour 2012, c'est de poser la question. Le fait que certaines régions soient présidées par des partenaires du PS n'est pas un tabou, et ne me choque pas. Nous devons le leur proposer. Un gouvernement de rassemblement de la gauche où ne figureraient que des ministres socialistes ne serait pas très sérieux... »

Que faites-vous des présidents de région, qui pour la plupart se représentent et à qui Martine Aubry vient de conférer « l'autonomie » pour leurs listes?

« Il n'y a pas de syndicat des présidents sortants! Ceux-ci sont tous légitimes. Mais les présidents de région ne sont pas uniquement préoccupés par leur réélection personnelle, ni totalement indifférents à la présidentielle de 2012. Si on ne s'intéresse qu'à son propre sort, cela veut dire que le PS n'existe plus. »

Et l'alliance avec le Modem, au sujet duquel Vincent Peillon, qui invite Marielle de Sarnez à l'université d'été de son courant, appelle à en finir avec l'« hypocrisie »?

« Il serait impensable de s'associer à une formation qui pourrait, selon les régions, faire l'appoint avec l'UMP ou le PS, et qui siège avec le groupe libéral au Parlement européen! Les socialistes seraient ridicules s'ils constataient que ceux qu'ils ont invité à la tribune, négocient plus tard avec l'UMP pour prendre une région à la gauche. Il faut donc que le Modem clarifie sa position. Appartient-il au camp des progressistes ou pas ?»

Quelle est votre position sur les primaires?

« Que les primaires soient ouvertes aux électeurs de gauche, c'est une bonne idée, et je la défendrai. A condition qu'il y ait un projet commun derrière. Il nous faut trancher toutes les questions sans réponse, comme le libre échange absolu, la redistribution de la richesse, la propriété dans l'économie, la planification pour domestiquer l'évolution de notre environnement... Sans projet commun clivant avec le bilan et l'idéologie de la droite, les primaires n'auraient pas de sens. »

Serez-vous candidat?

« Non. Ce qui m'intéresse c'est de battre Sarkozy en 2012. »

Comment vivez-vous votre non réélection au Parlement européen?

« Comme un échec. Mais je ne vais pas gémir sur le sort d'un député européen non réélu. »

Pourquoi être resté porte parole du PS?

« A la demande de la première secrétaire, de nombreux dirigeants et de mes amis politiques. Ceux- ci considéraient qu'une démission aurait rajouté à la crise du PS, et

favorisé une lecture que certains veulent donner à notre échec en expliquant que nous avons perdu à cause de la ligne politique de Benoit Hamon. »

Cette ligne, justement, l'assumez-vous toujours?

« Je n'ai jamais renoncé à la défendre. Et je ne crois pas, d'ailleurs, que la crise me donne tort. »

Recueilli par David Revault d'Allonnes